

LA VERTU DU SACRIFICE COLLECTIF. ANTAGONISME ET VALEURS MORALES DANS LE DISCOURS D'AUSTÉRITÉ EN ITALIE ET EN ESPAGNE (2010-2013)

Arthur Borriello

Éditions de la Maison des sciences de l'homme | « Langage et société »

2019/1 N° 166 | pages 75 à 96

ISSN 0181-4095

ISBN 9782735124732

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-langage-et-societe-2019-1-page-75.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Éditions de la Maison des sciences de l'homme.

© Éditions de la Maison des sciences de l'homme. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

La vertu du sacrifice collectif. Antagonisme et valeurs morales dans le discours d'austérité en Italie et en Espagne (2010-2013)

Arthur Borriello

Chercheur post-doctoral au Cevipol, université libre de Bruxelles
aborriell@ulb.ac.be

1. Introduction

La gestion de la crise de la zone euro a révélé, en même temps qu'elle l'approfondissait, la tendance contemporaine à l'occultation des alternatives aux politiques économiques marquées du sceau néolibéral, parfois identifiée comme la nature « post-démocratique » (Crouch 2004) ou « post-politique » (Mouffe 2005 ; Rancière 2005) de notre temps. L'impression d'absence d'alternatives aux politiques axées sur l'austérité budgétaire et les réformes structurelles¹ a été renforcée par l'omniprésence, dans le débat public, de déclarations péremptoires de dirigeants européens soulignant l'innocuité des élections nationales et de discours fatalistes de leaders nationaux cherchant à justifier des politiques économiques impopulaires. La convergence des politiques économiques

-
1. L'austérité renvoie à un ensemble de politiques économiques visant à contenir ou réduire la part des dépenses publiques dans l'activité économique, et qui peuvent porter alternativement ou simultanément sur les statuts de la fonction publique, la fiscalité et la sécurité sociale. Les « réformes structurelles » – malgré l'ambiguïté que peut parfois recouvrir cette expression (Crespy & Vanheuverzwijn 2017) – renvoient quant à elles aux politiques de modération salariale et de « flexibilisation » du marché du travail visant à améliorer la compétitivité d'une économie nationale donnée.

menées et des discours produits a été particulièrement manifeste dans les pays du sud de l'Europe, notamment en Italie et en Espagne, alors même que la nature des difficultés économiques rencontrées était sensiblement différente² et que les gouvernements qui se sont succédés durant la crise étaient d'obédiences partisans souvent opposées.

Évidemment, l'austérité généralisée est éminemment politique à bien des égards : elle exerce des effets très concrets sur le bien-être des populations (Stuckler & Basu 2014), implique une redistribution des ressources entre groupes sociaux et à travers le temps (Streck 2014), mobilise un imaginaire pour une grande part hérité de l'expérience allemande de l'hyperinflation durant l'entre-deux-guerres (Blyth 2013), et traduit, en même temps qu'elle les alimente, les conflits entre États « créditeurs » et « débiteurs » à l'intérieur de la zone euro (Dyson 2014 ; Copelovitch *et al.* 2016). Pourtant, le discours de justification de ces mesures tend à les présenter comme apolitiques, « post-idéologiques », en pure adéquation avec la « réalité » (Kelsey *et al.* 2016). Le discours d'austérité³ condense ainsi une série d'attributs que la littérature a identifiés comme caractéristiques du discours économique contemporain : la construction d'un sens commun économique (Guilbert 2013), l'invocation de la contrainte extérieure (Watson & Hay 2004), la naturalisation métaphorique des phénomènes économiques (O'Mara Shimek *et al.* 2015) et la construction discursive de la crise économique comme un « état d'exception » (Fonseca & Ferreira 2015). À travers la combinaison de ces différents registres, le discours d'austérité tend à effacer toute politique économique alternative et donc à masquer sa propre nature partielle, contingente, contestable, en un mot : politique (Borriello 2017a).

-
2. En effet, alors que l'Italie connaissait un niveau de dette publique très important dès avant la crise (mais qui ne suscitait alors que peu d'inquiétude, notamment en raison de l'importance de l'épargne privée), l'Espagne faisait figure de « bon élève » au sein de la zone euro et a subi la crise par le truchement de l'endettement privé, alimentant une bulle financière dans le secteur de l'immobilier (Blyth 2013 ; Quaglia & Royo 2015).
 3. Conformément à l'approche qui prévaut parmi les auteurs de ce numéro, les discours étudiés ici sont qualifiés de « discours d'austérité », bien qu'ils ne se revendiquent pas forcément comme tels. C'est bien le contexte d'énonciation et l'intertextualité qui nous permettent de saisir ce discours de cette manière : est considéré ici comme « discours d'austérité » le discours des leaders nationaux portant sur les mesures économiques du gouvernement, dans un contexte où celles-ci sont qualifiées de « plans d'austérité » par la plupart des observateurs et critiquées dans ces termes par leurs opposants. Cela étant, une définition plus élargie serait possible également à partir de la même approche, en incluant également les contre-discours. Il faut donc préciser que, dans cet article, l'expression « discours d'austérité » renvoie uniquement au discours « pro-austérité » de responsables politiques nationaux visant à légitimer ces types de mesures.

Au croisement de la science politique, de la théorie politique et de l'analyse de discours, cet article entend contribuer à la mise en évidence de la nature politique du discours d'austérité. À partir des approches post-fondationalistes⁴ dont il s'inspire et qui postulent la primauté ontologique du politique, plusieurs stratégies de recherche sont possibles : l'analyse des effets politiques du discours d'austérité (notamment les contre-discours qu'il suscite), l'étude des relations sociales qu'il tend à constituer, consolider ou transformer, ou encore la mise en évidence de la permanence du politique *au sein même de ce discours*, qui continue d'y résider malgré lui. Cet article s'inscrit dans la dernière perspective et s'efforcera de montrer comment le conflit, à défaut de pouvoir être totalement éliminé du discours d'austérité, s'y trouve en quelque sorte exorcisé.

Afin d'étudier le discours d'austérité sous cet angle, l'article procède à l'analyse des discours de trois leaders nationaux (Mario Monti, José Luis Rodríguez Zapatero et Mariano Rajoy) en appliquant des outils d'analyse quantitatifs (lexicométrie) et qualitatifs (analyse des métaphores) à un vaste corpus d'interventions de ces acteurs entre 2010 et 2013. Le propos est structuré en quatre temps : après la présentation de l'approche théorique, suivie de l'explication de la méthode et du corpus utilisés, les deux parties empiriques se pencheront respectivement sur les marques de l'antagonisme dans le discours et la présence d'un registre moral. La conclusion reprendra ensuite les principaux résultats et leurs implications.

2. Chassez le naturel... : l'irréductibilité de l'antagonisme

La nature politique du discours d'austérité et sa tendance à l'occulter peuvent être reconduites aux caractéristiques d'une matrice plus large à laquelle il appartient, la formation discursive⁵ néolibérale, que l'on peut définir comme un projet politique hégémonique qui, en tant que tel, tend à éclipser sa propre nature politique. Après l'offensive néolibérale des années 1980, la décennie postguerre froide a été marquée par l'avènement

4. Les approches postfondationalistes (Marchart 2007) récusent la possibilité de donner un fondement définitif à l'ordre social, que celui-ci soit d'ordre religieux, économique, rationnel ou autre. À l'inverse, elles postulent la nature toujours politique et contingente des fondements du social, qui ne peuvent jamais être définitivement subsumés dans un principe d'ordre supérieur. L'intérêt de cette perspective pour une analyse critique du discours d'austérité sera développé plus loin dans l'article.

5. Une formation discursive (Maingueneau 2011) est un ensemble discursif ne correspondant pas à des frontières sociales établies mais intervenant de façon transversale dans l'ensemble des régions du social.

de son hégémonie et de son corollaire, l'obsolescence déclarée du conflit social et de l'antagonisme (Cussó *et al.* 2008 ; Mouffe 2005). En d'autres termes, le néolibéralisme s'est progressivement institutionnalisé et « sédimenté » – à la fois au niveau macro (banques centrales indépendantes et agences de notations, constitutionnalisation de la « règle d'or » budgétaire, dérégulation financière, etc.) et au niveau micro (nouvelles techniques de gestion en entreprise, systèmes de classement, etc.) – rendant possible l'invisibilisation de sa nature politique, lui permettant de *se présenter* comme un ordre naturel, une « pure administration des choses » (Laclau 2005 : 225).

L'analyse de discours fournit de nombreuses pistes pour analyser et critiquer ce discours hégémonique. D'une part, elle permet de montrer les mécanismes socio-discursifs à travers lesquels celui-ci dépolitise les enjeux économiques, donc d'analyser la *distorsion idéologique* qu'il opère. On pourra par exemple mettre en lumière la façon dont ce discours est construit comme un discours d'évidence (Guilbert 2013), s'intéresser au rôle de certains domaines sources métaphoriques dans la naturalisation des phénomènes économiques et de l'action publique (Borriello 2017b ; O'Mara Shimek *et al.* 2015), étudier la façon dont la mobilisation constante d'indicateurs chiffrés dans les discours construit une forme de gouvernance « numérocration » (Angermuller 2013), ou encore analyser la façon dont le discours sur la globalisation comme contrainte extérieure finit par créer les évolutions qu'il prétend simplement décrire et anticiper (L'Hôte 2010 ; Waston & Hay 2004).

D'autre part, l'analyse de discours permet également de montrer en quoi consiste la nature politique du discours d'austérité et du discours néolibéral dont il procède. La tradition de pensée postfondationaliste (Marchart 2007) fournit des pistes particulièrement fécondes à cet égard. Elle insiste sur l'impossibilité intrinsèque de toute abolition du politique : tout point de vue prétendument « postpolitique » procède nécessairement d'une distorsion idéologique, puisqu'il nie l'autonomie et la primauté ontologique du politique et son corollaire, l'irréductibilité de l'antagonisme. Ces théories affirment que tout ordre social repose sur des fondements de nature contingente, politique et conflictuelle (Sommerer 2005) et ne saurait par conséquent jamais constituer une totalité rationnelle et définitive : l'existence d'une structure dépend toujours de l'exclusion d'un « extérieur constitutif » (Laclau 1990 : 9). Ces perspectives invitent à analyser et montrer les failles et l'instabilité qui se logent au cœur de toute structure discursive (Macgilchrist 2016) ainsi que les conditions qui rendent une pratique sociale déterminée à la fois

possible et vulnérable (Glynos & Howarth 2007) – en d’autres termes, elles invitent à scruter et mettre en lumière la nature politique d’un discours donné ou d’une pratique sociale spécifique. Or, les périodes de crise fournissent l’occasion idéale pour ce faire, puisque les logiques politiques qui président à la reproduction (ou la contestation) de l’ordre social sont alors susceptibles d’apparaître avec plus de netteté. Dans une telle perspective, plusieurs voies s’offrent à la critique de ces objets particuliers que constituent le discours néolibéral en général, et le discours d’austérité en particulier.

La première consiste à systématiquement analyser le projet politique que le discours néolibéral incarne et contribue à accomplir de façon performative. Celui-ci opère en effet une réarticulation des relations entre la sphère économique et les autres sphères d’activité sociale sur un plan fonctionnel et spatial (Fairclough 2001 ; Jessop 2002) – ce que l’on entend ordinairement par le « désenchantement » des marchés (Blyth 2002) et la « marchandisation » du social (Crespy 2016). Il incarne à ce titre un moment (ré-)instituant qui organise la configuration de l’espace social dans son ensemble et détermine le contenu et les frontières de ses diverses sphères (Lefort 1986 : 20).

Une seconde approche consiste à étudier l’impact du discours d’austérité sur la structure du jeu politique, notamment en identifiant le « retour du politique » (Mouffe 1993) dans le surgissement de nouveaux mouvements sociaux et de formations politiques qui infléchissent ou contestent l’ordre hégémonique et, ce faisant, rappellent *de facto* sa nature politique. La multiplication de mouvements de contestation dans le sillage de la crise est significative à cet égard, qu’il s’agisse de mouvements spontanés (Nuit Debout, Les Indignés, *Occupy Wall Street* et autres) ou de formations politiques organisées, à l’instar des mouvements dits « populistes » (Stavrakakis 2017).

Enfin, une troisième option consiste à étudier la façon dont l’instabilité et l’antagonisme se manifestent *au sein du discours d’austérité lui-même*. Les logiques politiques, ces « processus d’institution et de contestation qui défient, perturbent, déplacent, introduisent ou enracinent des logiques sociales » (Glynos *et al.* 2012 : 299), se manifestent toujours sous la forme d’une interaction entre deux logiques opposées, mais mutuellement constitutives : la logique d’équivalence et la logique de différence (Howarth, Norval & Stavrakakis 2000 ; Glynos & Howarth 2007). La première renvoie à la construction d’une frontière antagonique interne qui simplifie l’espace social en réduisant l’ensemble des oppositions et conflits sociaux à une opposition dichotomique entre

un «eux» et un «nous», au potentiel subversif. La seconde opère de façon inverse en traitant les demandes sociales de façon individuelle et ponctuelle, ce qui conduit cette fois à une complexification de l'espace social; elle vise à empêcher la formation d'une frontière antagonique au sein de la structure sociale et à maintenir, au contraire, son unité d'ensemble. Cependant, «chacune de ces deux dimensions est toujours présente, au sens où elles se présupposent l'une l'autre» (Glynos & Howarth 2007 : 144), déterminant ainsi un continuum de situations possibles; même au paroxysme de la logique de différence, l'antagonisme est présent sous la forme de l'exclusion d'un «extérieur constitutif» qui rend l'unité de l'ordre social possible.

Cet article se fonde sur la troisième stratégie d'analyse. Le discours d'austérité contemporain peut être considéré comme l'archétype d'un discours dominé par la logique de différence, où les demandes sociales sont supposées être traitées sur une base strictement individuelle par les marchés (Laclau 2005 : 79), où l'ordre social doit apparaître comme une totalité unifiée et où tout l'effort est dirigé contre l'apparition d'une frontière antagonique interne. Toutefois, suivant le schéma théorique élaboré plus haut, l'antagonisme ne saurait être totalement évacué, tout au plus peut-il être déplacé à l'extérieur du corps social; on peut supposer, dès lors, que des traces de cette altérité sont susceptibles de se manifester dans le discours. La littérature existante nous enseigne que l'antagonisme, à défaut de pouvoir en être totalement éliminé, s'y trouve exprimé en termes moraux plutôt que politiques (Mouffe 2005), représenté métaphoriquement (Da Silva *et al.* 2017), voire détourné vers des figures isolées, à l'instar du banquier avide et immoral ou du fraudeur fiscal, afin d'empêcher une critique systémique et de conforter l'unité du corps social (Glynos *et al.* 2012; Kelsey 2014). C'est à l'analyse simultanée de ces dimensions que cet article est consacré.

3. Corpus et méthode

L'analyse porte sur un corpus de 302 discours prononcés par trois leaders nationaux (Monti, Zapatero et Rajoy) durant la crise économique, entre janvier 2010 et mars 2013⁶ [Tab. 1]. Le mode de

6. Le gouvernement de Rajoy (Parti populaire, droite conservatrice) a succédé en décembre 2011 au deuxième gouvernement de Zapatero (Parti socialiste, gauche réformiste), au pouvoir depuis 2008. Monti a été nommé par le président de la République italienne à la tête d'un gouvernement constitué de technocrates, à la suite de la démission du gouvernement de Silvio Berlusconi intervenue en novembre 2011. Pour contourner les difficultés inhérentes à la présence de deux langues différentes,

construction du corpus répond à la volonté d'analyser les caractéristiques communes du discours d'austérité, au-delà de ses variations textuelles. D'une part, la sélection de différents types de discours en termes d'audience et de pratique discursive (conférences de presse, interviews, débats parlementaires, etc.) vise à « neutraliser » les particularités de chaque contexte d'énonciation. D'autre part, en focalisant l'analyse sur un leader de centre-gauche (Zapatero), un leader de centre-droit (Rajoy) et un chef de gouvernement dit « technique » (Monti), dans deux pays différents, il devrait être possible d'observer les caractéristiques communes du discours indépendamment des inflexions dues à l'obédience partisane du locuteur, à son style personnel ou à la culture politique nationale dans laquelle il évolue⁷.

Tableau 1. Principales caractéristiques lexicométriques du corpus

	Monti	Rajoy	Zapatero
Textes	58	96	148
Nombre de formes	115 339	254 469	415 484
Nombre de types	13 196	6 396	8 589
Nombre moyen de formes par texte	1 989	2 651	2 826
Intervalle temporel	nov 2011 – mar 2013	déc 2011 – déc 2012	jan 2010 – déc 2011

L'analyse repose sur la combinaison de la lexicométrie et de l'analyse des métaphores. L'analyse lexicométrique a été réalisée à l'aide du logiciel *Iramuteq* et a permis de donner un caractère systématique à la comparaison des trois corpus étudiés en combinant deux grandes étapes. La première, de nature inductive et exploratoire, consiste à comparer les grandes

les interventions respectives des trois acteurs ont été traitées comme trois corpus différents (ce qui a pour inconvénient de ne pas permettre l'analyse des spécificités par locuteur) et l'équivalence, d'une langue à l'autre, des termes clés de l'analyse a été systématiquement évaluée sur base de l'analyse de leur contexte d'énonciation.

7. Cette focalisation volontaire sur les caractéristiques communes répond à la volonté d'analyser ce qui, dans ce discours, tient de son appartenance à une formation discursive commune. Cela ne doit cependant pas faire croire qu'il n'existe pas des nuances d'un acteur à l'autre en fonction de son orientation partisane (l'accent mis sur la combinaison de l'austérité et de la justice sociale chez Zapatero, par exemple) ou de sa culture politique nationale. Ces éléments ne sauraient toutefois être traités ici faute d'espace.

tendances dans l'utilisation du vocabulaire de chaque acteur à partir de l'analyse du tableau général des fréquences. Cela permet d'identifier et de quantifier la présence d'un certain nombre de termes qui semblent *a priori* liés aux registres de l'unité, de la morale et de l'antagonisme. La seconde étape, quant à elle, consiste à replacer ces termes clés dans leur contexte d'utilisation, puisque « l'emploi d'un terme ne fonctionne pas isolément, mais, à l'intérieur d'un vocabulaire, dans un univers de rapports aux autres emplois et aux autres termes » (Bonnafous & Tournier 1995 : 69). Pour ce faire, trois outils d'analyse sont privilégiés, dont la combinaison permet une compréhension du sens des termes clés à partir de l'étude de leur environnement lexical proche : l'analyse des concordances, l'analyse des co-occurrences et le recensement des segments répétés⁸.

L'analyse des métaphores, quant à elle, est cruciale pour l'étude du discours politique (Mio 1997 ; Charteris-Black 2011). La métaphore agonistique, en particulier, outre sa présence dans le langage courant (Lakoff & Johnson 1980), occupe une place privilégiée dans le discours politique (Gauthier 1994), tant l'association entre ces domaines d'activité est inscrite dans le sens commun. Renvoyant à la guerre et au combat, elle suppose « l'idée d'une division et/ou confrontation entre différentes "positions" et est exprimée à travers différents degrés d'abstraction » (Strahle *et al.* 1999 : 71). Si sa présence dans le discours d'austérité, en tant que discours politique, n'a pas de quoi nous surprendre en elle-même, la façon dont elle est mobilisée pourrait être très révélatrice du traitement de l'antagonisme dans ce discours. Là où le discours dit « populiste » utilise ce registre métaphorique pour dessiner une césure radicale au sein du corps social, incarnant en cela pleinement la logique d'équivalence (Mazzolini & Borriello 2017), on peut s'attendre à ce qu'une toute autre utilisation de ce même registre soit faite dans le discours d'austérité.

L'analyse des métaphores agonistiques comporte trois étapes : l'inventaire, la classification et la contextualisation. Dans un premier temps, les expressions métaphoriques ont été identifiées et recensées à partir de l'analyse de l'environnement lexical proche des termes liés à la crise économique et à l'austérité budgétaire. Ensuite, ces expressions métaphoriques

8. Les concordances répertorient simplement, pour un même terme, l'ensemble des contextes immédiats dans lesquels il est employé au sein d'un texte ou ensemble de textes (Charaudeau & Maingueneau 2002). Les indices de co-occurrence, quant à eux, permettent de quantifier l'association systématique entre plusieurs termes (Mayaffre 2008). Enfin, les segments répétés renvoient à des « couples de formes fonctionnant à l'intérieur d'expressions figées » (Salem 1986 : 8), à l'instar des expressions « plan d'austérité », « équilibre budgétaire » ou « réformes structurelles ».

ont été répertoriées et classées en fonction du domaine source conceptuel auquel elles appartiennent, en suivant les usages de la littérature. Enfin, les métaphores appartenant au domaine source de la guerre et du combat ont été systématiquement replacées dans leur contexte d'utilisation, de façon à analyser la place qu'elles occupent dans le discours et le rôle qu'elles jouent dans la construction d'un antagonisme.

4. Construire l'unité du social, exorciser l'antagonisme : le combat commun contre la crise

Dans le discours d'austérité, la construction de l'unité du corps social et celle d'une frontière antagonique aux marges de celui-ci représentent les deux faces d'une même pièce. D'une part, les métaphores agonistiques suggèrent l'existence d'éléments extérieurs, susceptibles de perturber l'harmonie du corps social et qui, pour cette raison, doivent être combattus. D'autre part, le discours présente ces menaces comme autant de raisons appelant le corps social à rester uni et solidaire pour y faire face plus efficacement. L'importance numérique de la métaphore agonistique dans le discours d'austérité est représentative de la persistance d'une dimension conflictuelle, excluyente, au sein de celui-ci. Comme le montre le tableau des principaux domaines source [Tab. 2, voir page suivante], cette catégorie est la cinquième plus importante en termes de fréquences relatives, ces dernières présentant une régularité remarquable d'un acteur à l'autre.

Tableau 2. Fréquences d'utilisation relative (pour 100 000 mots) des métaphores, en fonction de leur domaine

Domaine source	Monti	Rajoy	Zapatero	Total
Voyage	199	249	146	594
Construction	161	169	190	520
Santé	89	100	90	279
Mécanique	71	50	39	160
Guerre/combat	56	51	47	154
Catastrophes naturelles	65	42	39	146
Organisme vivant	55	36	33	124
Total	716	732	601	2 049

L'analyse systématique de l'environnement lexical proche de ces expressions métaphoriques permet d'identifier et de répertorier l'ensemble des dimensions qu'elles recouvrent [Tab. 3, voir page suivante]. Ainsi, dans le discours d'austérité, les métaphores agonistiques décrivent généralement l'action du sujet – qu'il s'agisse du locuteur lui-même ou de l'entité qu'il représente (le gouvernement), d'un sujet collectif national (la société, la nation, l'ensemble des forces politiques nationales) ou d'un sujet collectif européen (l'Europe au sens large, l'UE, les États membres ou la zone euro) – comme une lutte menée *contre* un ennemi et *pour* la réalisation d'un objectif, parfois *avec* des instruments spécifiques. La récurrence des mêmes schémas métaphoriques donne lieu à la répétition de mêmes expressions, à l'instar de « lutter contre la crise », « affronter la crise » ou encore « lutter contre l'évasion fiscale » (respectivement 22, 6 et 11 occurrences pour Zapatero, Rajoy et Monti). L'élément commun le plus frappant dans la répétition de ces schémas est que la cible du combat est toujours, soit la crise économique elle-même, soit ses symptômes ou conséquences (chômage, déficit, tensions financières, etc.). En d'autres termes, l'objet de la métaphore agonistique n'est jamais un adversaire politique qui incarne une alternative, mais toujours une menace extérieure et abstraite qui requiert une réponse unifiée de la part du sujet, c'est-à-dire de la communauté politique dans son ensemble.

Tableau 3. Structure générale et principaux marqueurs lexicaux de la métaphore agonistique

L'action	Affronter – affrontement – agresser – baisser la garde – bataille – briser le front – combat – combattre – défendre – défense – faire face – faire front – lutte – lutter – mener la guerre – mettre en sûreté – reconquérir – récupérer le terrain perdu – triomphe – vaincre
L'ennemi / l'adversaire	Chômage – chute d'activité et d'emploi – conjoncture – contagion financière – corruption – crise – déficit public – défis – évasion fiscale – exclusion sociale – exigences de globalisation – illégalité – instabilité des marchés – pauvreté – problèmes – récession – résistances corporatives – situation d'urgence – tensions financières

Le sujet	Conseil européen – ensemble – Espagne – États membres – Europe – forces politiques – institutions européennes – Italie – je – gouvernement – nation – nous – Parti populaire – Parti socialiste – pays – tous – Union européenne – union monétaire – zone euro
L'objectif	Bien-être – compétitivité – croissance – emploi – euro – Europe – innovation – intérêt général – récupération économique – solidité financière – sortie de crise
L'instrument	Arme – armement – arsenal – attirail – batterie de mesures – mines – munitions – stratégie

Loin de décrire une confrontation interne au corps social, la métaphore agonistique joue précisément le rôle inverse dans le discours des trois acteurs étudiés : elle contribue à prévenir l'apparition d'une telle confrontation et réaffirme, au contraire, l'unité fondamentale de la société face aux défis qu'elle rencontre. Sans surprise, le corollaire de la présence de ce registre métaphorique est justement la réaffirmation continue et explicite de l'unité de la société, qui prend différentes formes au fil du discours. Chaque acteur fait ainsi appel à l'ensemble de la société et de ses composantes, qui doivent agir de concert pour contribuer au redressement économique : le Gouvernement et le Parlement, les forces politiques de la majorité et de l'opposition, les travailleurs et les chefs d'entreprise, l'administration centrale et les administrations régionales ou locales, le secteur public et le secteur privé, et l'ensemble des citoyens. La prévalence de la logique de différence ne saurait être plus évidente : chaque demande sociale, frustrée par la conjoncture économique, y est traitée séparément – «chaque individu, comme consommateur, comme pensionné, comme femme au foyer» (Rajoy, 11/07/2012) – pour empêcher que cette frustration ne conduise à la formation d'une chaîne d'équivalence entre les demandes (Laclau & Mouffe 1985).

L'exhortation à l'unité apparaît de façon très claire aussi lorsqu'on examine en détail l'environnement lexical des termes « effort » et « sacrifice » dans le discours de chaque acteur, révélant par ailleurs leur étroite association. Leur proximité contextuelle est tellement manifeste (ils apparaissent régulièrement dans la même phrase ou le même paragraphe et présentent donc un indice de co-occurrence élevé) qu'ils sont presque interchangeables : ils semblent pouvoir se substituer l'un à l'autre sans changer le sens du propos. Surtout, ils sont au centre du schéma narratif proposé par les trois leaders nationaux, d'après lequel la nature exceptionnelle des circonstances économiques justifie la réalisation

d'efforts et de sacrifices en vue d'accomplir l'objectif fondamental de long terme : le redressement économique. En outre, ils sont systématiquement entourés de termes faisant référence à leur dimension collective («solidaire», «commun», «partagé», «société», «citoyens», «coopérer», «réciproque», «communauté», «ensemble», etc.), une tendance qui devient encore plus manifeste lorsqu'on analyse les segments répétés les plus fréquents dans lesquels ils apparaissent [Tab. 4].

Tableau 4. Fréquences absolues des segments répétés du terme «effort»

Monti	Rajoy	Zapatero
Effort(s) commun(s) 5	Effort(s) de tous 8	Effort collectif 20
Effort(s) nationaux / 5 du pays	Effort(s) commun(s) 5	Somme des efforts 8
Effort(s) collectif(s) 3	Effort(s) solidaires 4	Effort(s) de tous 6
Effort(s) cohésif(s) 1	Effort(s) conjoint(s) 3	Effort(s) nationaux / 5 du pays
Effort(s) des partis 1	Effort(s) collectif(s) 1	Effort(s) conjoint(s) 3
Effort(s) de tous 1	Effort(s) du pays 1	Effort(s) solidaires 3
	Effort(s) partagé(s) 1	Effort(s) partagé(s) 2
		Effort(s) commun(s) 1

Enfin, bien que les autres domaines métaphoriques n'aient pas fait l'objet d'une analyse systématique dans le cadre de cet article, la représentation de la société comme un corps social unifié passe également par l'utilisation d'expressions métaphoriques appartenant à d'autres domaines source. C'est particulièrement le cas d'une métaphore mécanique qu'utilise Rajoy, très éloquent : pour étayer l'importance de l'engagement des entrepreneurs dans l'effort économique national, il soutient que ces derniers constituent «un engrenage décisif dans la machine économique» (Rajoy, 16/04/2012). Cette conception de la machine et de ses pièces est probablement la meilleure expression métaphorique de la logique de différence. Chaque *pièce* (chaque agent social) incarne un élément singulier s'inscrivant dans une totalité (la *machine économique*), sans que ne puisse naître une frontière antagonique qui rendrait certains de ces éléments équivalents entre eux en raison de leur opposition à d'autres éléments (le «peuple» contre les «élites», les «travailleurs» contre les «patrons», les «méridionaux» contre les «septentrionaux», etc.). La métaphore

mécanique rend par définition *inconcevable* une telle frontière puisqu'elle définit les éléments comme autant de rouages nécessaires au fonctionnement du tout. Elle est l'exemple parfait d'un discours qui n'admet pas la figure de la division ; une machine dont la moitié des composantes se dresserait contre l'autre moitié serait tout à fait dysfonctionnelle – dans un certain sens, elle ne serait plus une machine.

Le discours d'austérité conçoit donc chaque agent comme la composante individuelle d'un effort collectif pour la réalisation d'objectifs communs. La construction de cette unité, qu'elle soit exprimée explicitement ou métaphoriquement, constitue la contrepartie naturelle du déplacement discursif de la figure de l'ennemi. Le discours d'austérité nie la centralité du conflit au sein du corps social lui-même ; cependant, étant donné l'inévitabilité d'une frontière antagonique, ce sont alors des entités et circonstances économiques abstraites qui jouent le rôle de l'extérieur constitutif menaçant l'harmonie du corps social et stimulant son unité (Glynos & Howarth 2007 : 151). Cette exorcisation de l'antagonisme s'appuie par ailleurs sur le registre moral – qui fournit au discours sa dimension affective comme sa visée universelle –, fonde les politiques d'austérité sur des principes qui les transcendent, et remplace l'affrontement réglé entre projets politiques concurrents par un projet de régénérescence morale qui n'admet pas d'opposition légitime.

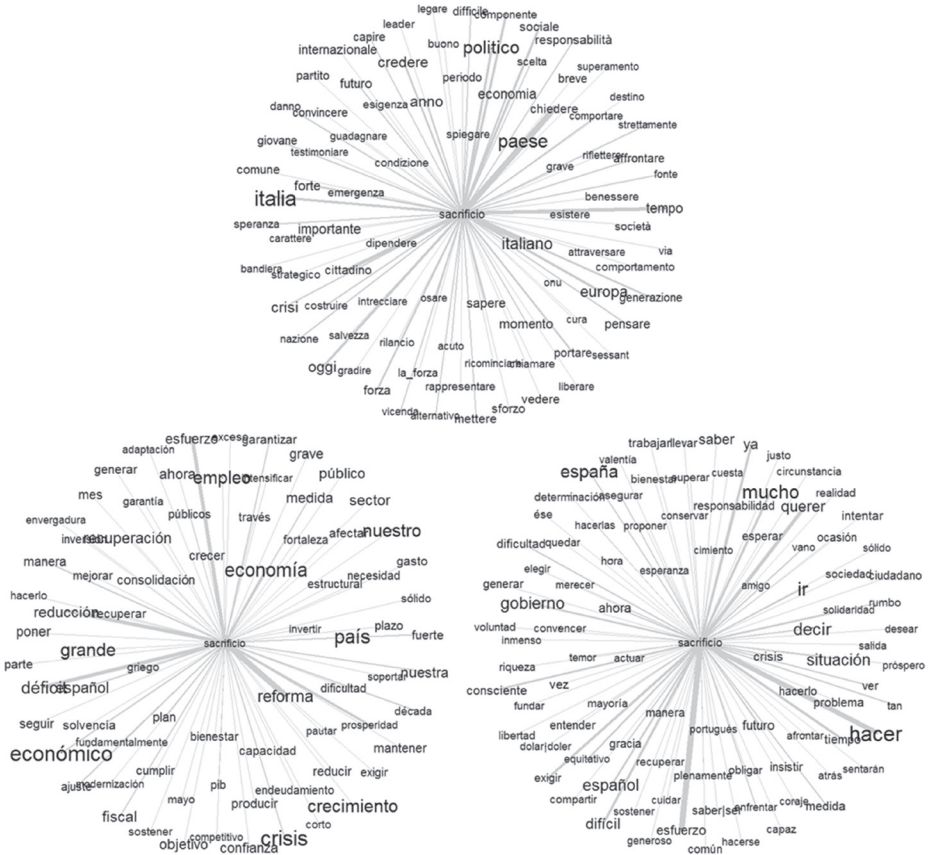
5. De nécessité vertu : l'austérité comme impératif moral

Dans le discours d'austérité, l'action gouvernementale se fonde sur une série de principes éthiques qui, en s'articulant aux autres dimensions du récit (notamment les registres de la nécessité et de la contrainte), contribuent à lui conférer sa raison d'être. Rigueur, discipline, justice, équité, valeur de l'effort et du sacrifice, solidarité intergénérationnelle et sens de l'intérêt général rythment le discours et dépeignent la politique budgétaire sous les traits d'une croisade du bien et du raisonnable contre les appétits particuliers et les tentations de la politique démagogique de court terme. Les plans d'austérité eux-mêmes deviennent un *acte moral*. En les adoptant, les acteurs politiques *font de nécessité vertu* : dans leurs récits, s'opère un basculement où l'austérité ne représente plus seulement la seule politique possible sous le poids des contraintes multiples, mais le seul comportement conforme à la morale. L'austérité est alors célébrée, sur le modèle de l'ascèse, pour les valeurs du renoncement qu'elle met en pratique, ainsi que dans la mesure où elle incarne et renforce la cohésion de la société dans l'effort et assure sa continuité temporelle.

Dans le discours des trois acteurs étudiés, l'austérité équivaut à une juste répartition de l'effort et de la richesse à travers le temps, entre les générations : elle est synonyme d'équité intergénérationnelle. Le discours d'austérité comporte en effet un rapport spécifique à la temporalité chargé de profondes connotations morales : il implique la réparation d'un tort passé, la réalisation d'une action douloureuse dans le présent, et la promesse d'un accomplissement dans le futur. Cela se marque par la présence massive des registres de la temporalité et de la promesse d'un futur prospère parmi les termes présentant un indice de co-occurrence élevé avec le terme « sacrifice » : *salut, perspective, génération, moment, temps, heure, modernisation, patrimoine, espoir, destin, bien-être, aujourd'hui, jeune, futur, période, prospérité, évolution, maintenant, etc.* [Graphe 1]. Ce discours fustige le court-termisme et l'électorisme des acteurs politiques, dont il dénonce la tendance à sacrifier des mesures indispensables à long terme au nom de leur coût potentiel dans le cadre d'échéances électorales rapprochées. Mario Monti, en particulier, a recours à la critique bien connue selon laquelle la dette est le produit de politiques économiques à courte vue, cherchant à satisfaire toutes les exigences du présent au détriment des possibilités de développement futur. D'après ce thème classique de la pensée conservatrice directement emprunté à la « *common pool theory* » (Schäfer & Streeck 2013 : 8-9), les gouvernements tendent à satisfaire les demandes sociales toujours plus nombreuses en hypothéquant les ressources futures, ce qui pèse sur les générations ultérieures et rend toute perspective de croissance de long terme illusoire. Les mesures d'austérité apparaissent dès lors comme une forme d'« assainissement moral » (Rajoy, 03/08/2012) puisque, en menant des politiques nécessaires bien qu'impopulaires, les gouvernements jettent les bases de la prospérité future en déchargeant les générations à venir du fardeau que les « excès du passé » (Rajoy, 23/10/2012) font peser sur leurs épaules.

La situation présente est toujours dépeinte comme le résultat d'erreurs commises dans le passé et qui placent la société dans son ensemble au pied du mur : un diagnostic erroné ou un nouvel immobilisme coupable mènerait le pays, voire l'Europe dans son ensemble, à la catastrophe. Il s'agit donc de procéder à un véritable renversement de tendance : la tâche de l'austérité budgétaire est désormais de *sacrifier les demandes présentes au nom du bien-être futur*. Ce sacrifice n'est donc plus uniquement l'action nécessaire dictée par des impératifs économiques ; il devient un *impératif moral*, l'action destinée à ramener le pays « sur le chemin de l'accumulation de ressources économiques et morales » (Monti, 07/01/2012).

Grphe 1. Principales co-occurrences du terme « sacrifice » chez Monti (haut), Zapatero (gauche) et Rajoy (droite) (épaisseur du lien proportionnelle à l'indice de co-occurrence, taille de police proportionnelle à la fréquence absolue d'utilisation des termes)



La dette publique étant «le résultat des péchés passés» (Monti, 31/05/2012), les mesures visant à la réduire font figure d’acte rédempteur, d’accomplissement de la solidarité intergénérationnelle et d’affirmation de la continuité temporelle de la communauté politique.

L’austérité constitue donc bien plus qu’un *pis-aller*, malgré ce que certaines dimensions du discours laissent parfois croire. Il ne s’agit pas *uniquement*, sous la pression des circonstances, de prendre des mesures difficiles pour empêcher que la situation ne dégénère. L’austérité n’est pas

simplement l'antidote du scénario du pire, l'adaptation aux exigences de la globalisation et aux recommandations des partenaires européens ni l'affirmation péremptoire de l'évidence d'un sens commun économique. Elle devient aussi une action vertueuse à part entière dès lors qu'elle incarne la volonté des individus et des groupes de *faire société* et celle des dirigeants de se comporter en hommes d'État capables de dépasser les intérêts égoïstes pour poursuivre l'intérêt général à travers des politiques de long terme. Le discours d'austérité opère ainsi la fusion de ces deux grands registres, le registre impératif et le registre moral, qui coexistent en son sein et qu'il rend équivalents; en d'autres termes, la caractéristique probablement la plus centrale du discours d'austérité est de *faire de nécessité vertu*.

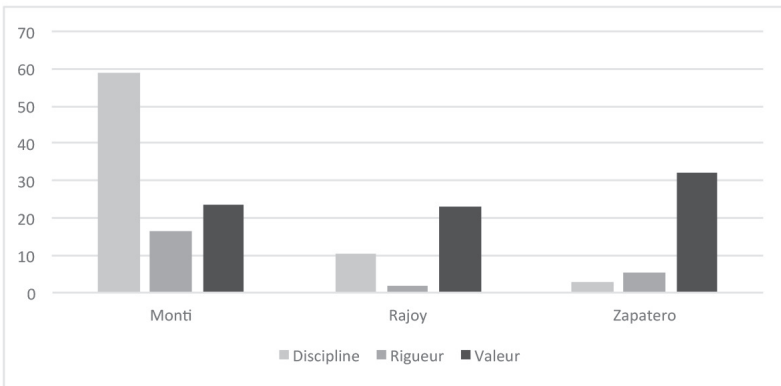
Cette connotation morale positive est d'ailleurs répétée à l'excès, de façon implicite ou explicite, en particulier à travers la récurrence de certains termes tels que « discipline », « rigueur » et « valeur » [Graphe 2]. L'utilisation de ces termes porte toujours la marque d'une double opération simultanée. D'une part, elle fonctionne comme une réprobation implicite de toute politique alternative – si, comme l'affirme Rajoy, le contraire de l'austérité est le « gaspillage » (Rajoy, 07/05/2012), qui voudrait d'un gouvernement irresponsable et désinvolte, dépensant sans réfléchir l'argent des contribuables? D'autre part, par contraste, elle associe aux politiques d'austérité une connotation morale positive empruntant au registre éthico-religieux d'après lequel la privation permet l'élévation spirituelle : « se serrer la ceinture » (Rajoy, 17/01/2012) ou porter « une ceinture de chasteté financière » (Monti, 19/10/2012) renvoient aux vertus de l'*ascèse*, ce choix du renoncement qui grandit – et, en définitive, récompense – celui qui sait s'y soumettre.

Le registre moral joue donc un rôle fondamental dans le discours d'austérité. Transformant la contrainte en opportunité, la nécessité en vertu, il participe à la réactivation d'une image volontariste du gouvernement tout en conservant une conception unitaire du corps social soudé autour de valeurs universelles. En d'autres termes, il permet de préserver l'autonomie symbolique de la sphère politique sans que ne réapparaisse le spectre de la division, du différend. À cet égard, il n'est pas l'inverse du

9. À noter que la surreprésentation du terme « valeur » chez Zapatero est liée à son association à des thèmes sociaux, ce qui constitue l'une des particularités de son discours par rapport à celui de ses homologues. En outre, pour une analyse de la façon dont certains termes (« rigueur », « modernisation », etc.) peuvent être mobilisés dans des stratégies d'euphémisation, en particulier à gauche, pour se démarquer des connotations anti-sociales associées à l'austérité, voir notamment Boyer (1988).

registre impératif, il en est le pendant, le prolongement, la sublimation – l'austérité n'est pas un choix moral mais un *impératif moral*, et toute alternative est repoussée dans les limbes de l'hypocrisie, de l'irresponsabilité et du vice.

Graphe 2. Fréquence d'utilisation relative (pour 100 000 mots) des termes « discipline », « rigueur » et « valeur »



6. Conclusion

Cet article s'est donné pour tâche de contribuer à la déconstruction de la prétention postpolitique du discours néolibéral et de mettre en évidence les traces du politique qui y persistent, en prenant le cas du discours d'austérité des dirigeants nationaux italiens et espagnols durant la crise de la zone euro ; dans cette perspective, les outils offerts par la lexicométrie et l'analyse des métaphores ont été combinés et appliqués à un large corpus d'interventions de trois dirigeants nationaux (Zapatero, Rajoy et Monti) pendant la crise.

Les résultats de cette analyse montrent que ce discours agite le spectre d'une menace extérieure que la société doit combattre (la crise elle-même et ses conséquences) et dépeint l'austérité comme une forme de régénérescence morale. D'une part, la métaphore agonistique (renvoyant à la guerre ou au combat) y est systématiquement utilisée pour dévier l'antagonisme vers des figures abstraites et empêcher sa résurgence au sein du corps social lui-même. Son corollaire est d'ailleurs la réaffirmation continue et explicite de l'unité de la société, à travers l'utilisation d'autres domaines métaphoriques et le recours systématique à la rhétorique de l'effort et du sacrifice collectifs. D'autre part, cette conception unitaire

se voit attribuer une dimension morale (vertu du sacrifice, solidarité intergénérationnelle, action rédemptrice, etc.) qui lui confère une prise affective et une visée universalisante : le discours transforme l'austérité en acte moral et accuse par là même les alternatives potentielles d'immoralité. À l'issue de ce double processus d'unification et de moralisation, l'austérité devient bien plus qu'un simple impératif économique : elle se transforme en *impératif moral obligeant l'ensemble de la société*.

Si ces dimensions du discours d'austérité sont déjà bien documentées dans la littérature, leur lecture à partir d'une théorie politique postfondationaliste permet de mieux comprendre les contradictions et réactions que ce discours suscite. D'une part, ce cadre théorique permet de comprendre le conflit de légitimité dans lequel les acteurs politiques se trouvent placés, puisqu'à mesure qu'ils nient la dimension politique de leur action et véhiculent une impression d'impuissance, ils sapent les fondements même de la légitimité de leur propre rôle, en particulier la croyance en la grandeur fonctionnelle du champ politique (Le Bart 2003). D'autre part, il permet de lire la montée en puissance de nouveaux mouvements populaires d'opposition (à l'instar de Podemos et du Mouvement cinq étoiles) comme signalant l'échec de cette stratégie d'exorcisation de l'antagonisme que le discours d'austérité incarne. L'émergence de ces mouvements rappelle en effet encore une fois l'impossible abolition du politique et l'apparition inévitable, en périodes de crise, de formes de contestation pouvant potentiellement amener une remise en cause de l'ordre hégémonique. Enfin, l'importance du registre moral dans le discours d'austérité nous rappelle que, contrairement à ce qu'avancent beaucoup d'observateurs, celui-ci n'est pas l'apanage du « populisme », mais bien une constante du discours politique et de sa dimension affective. À l'heure où règne un flou sémantique certain autour de ces notions, ce n'est pas le moindre des avantages de l'analyse de discours que de nous rappeler aux exigences de la rigueur conceptuelle en la matière.

Bibliographie

- Angermuller J. (2013), « Discours académique et gouvernementalité entrepreneuriale. Des textes aux chiffres », dans Temmar M., Angermuller J. & Lebaron F. (dir.), *Les Discours de l'économie*, Paris, PUF, p. 71-84.
- Blyth M. (2013), *Austerity. The History of a Dangerous Idea*, New York, Oxford University Press.
- Blyth M. (2002), *Great Transformations. Economic Ideas and Institutional Change in the Twentieth Century*, New York, Cambridge University Press.
- Bonnafeux S. & Tournier M. (1995), « Analyse du discours, lexicométrie, communication et politique », *Langages* 29(117), p. 67-81.
- Borriello A. (2017a), « “There is no alternative”. How Italian and Spanish leaders’ discourse obscured the political nature of austerity », *Discourse & Society* 28(3), p. 241-261.
- Borriello A. (2017b), « Les métaphores de l’austérité. Abolition et préservation de l’autonomie du champ politique dans les discours de crise en Italie et en Espagne », *Mots. Les langages du politique* 115, p. 21-36.
- Boyer H. (1988), « La rigueur pour moderniser la France! ... “dans la solidarité”. Contribution socio-pragmatique à l’étude des mots slogans du septennat (1981-1988) », *Mots. Les langages du politique* 17(1), p. 219-229.
- Charaudeau P. & Maingueneau D. (2002), *Dictionnaire d’analyse du discours*, Paris, Seuil.
- Charteris-Black J. (2011), *Politicians and Rhetoric: The Persuasive Power of Metaphor*, Basingstoke and New York, Palgrave Macmillan.
- Copelovitch M. *et al.* (2016), « The political economy of the Euro crisis », *Comparative Political Studies* 49(7), p. 811-840.
- Crespy A. & Vanheuverzwijn P. (2017), « What “Brussels” means by structural reforms: empty signifier or constructive ambiguity? », *Comparative European Politics*. En ligne : <<https://doi.org/10.1057/s41295-017-0111-0>>.
- Crespy A. (2016), *Welfare Markets in Europe: The Democratic Challenge of European Integration*, London, Palgrave Macmillan.

- Crouch C. (2004), *Post-democracy*, Cambridge, Polity.
- Cussó R. *et al.* (2008), *Le Conflit social éludé*, Louvain-la-Neuve, Bruylant Academia.
- Da Silva A. S. *et al.* (2017), «The Conceptualisation of austerity in the Portuguese, Spanish and Irish Press», dans F. Sharifian (dir.), *Advances in Cultural Linguistics*, Singapour, Springer, p. 345-368.
- Dyson K. (2014), *States, Debt, and Power. "Saints" and "Sinners" in European History and Integration*, New York, Oxford University Press.
- Fairclough N. (2001), «Critical discourse analysis as a method in social scientific research», dans R. Wodak & M. Meyer (dir.), *Methods of Critical Discourse Analysis*, London, Sage Publications, p. 121-138.
- Fonseca P. & Ferreira M. J. (2015), «Through "seas never before sailed": Portuguese government discursive legitimization strategies in a context of financial crisis», *Discourse & Society* 26(6), p. 682-711.
- Gauthier G. (1994), «La métaphore guerrière dans la communication politique», *Recherches en communication* 1, p. 131-147.
- Glynos J. *et al.* (2012), «Cooling out the marks. The ideology and politics of the financial crisis», *Journal of Cultural Economy* 5(3), p. 297-320.
- Glynos J. & Howarth D. (2007), *Logics of Critical Explanation in Social and Political Theory*, New York, Routledge.
- Guilbert T. (2013), «La "mise en évidence" du discours économique par la presse écrite», dans Temmar M., Angermüller J. & Lebaron F. (dir.), *Les Discours de l'économie*, Paris, PUF, p. 139-158.
- Howarth D., Norval A. & Stavrakakis Y. (2000) (dir.), *Discourse Theory and Political Analysis*, Manchester, Manchester University Press.
- Jessop B. (2002), *The Future of the Capitalist State*, Cambridge, Polity Press.
- Kelsey D. *et al.* (2016), «Financial crisis and austerity: interdisciplinary concerns in critical discourse studies», *Critical Discourse Studies* 13(1), p. 1-19.
- Kelsey D. (2014), «The myth of the city trickster : Storytelling, bankers and ideology in the mail online», *Journal of Political Ideologies*, 19(3), p. 307-330.

- L'Hôte E. (2010), « New Labour and globalization: Globalist discourse with a twist? », *Discourse & Society* 21(4), p. 355-376.
- Laclau E. (2005), *On Populist Reason*, London, Verso.
- Laclau E. (1990), *New Reflections on the Revolution of Our Time*, Londres/ New York, Verso.
- Laclau E. & Mouffe C. (1985), *Hegemony and Socialist Strategy. Towards a Radical Democratic Politics*, London, Verso.
- Lakoff G. & Johnson M. (1980), *Metaphors We Live By*, Chicago, IL, University of Chicago Press.
- Le Bart C. (2003), « L'analyse du discours politique : de la théorie des champs à la sociologie de la grandeur », *Mots. Les langages du politique* 72, p. 97-109.
- Lefort C. (1986), *Essais sur le politique. XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Seuil.
- Macgilchrist F. (2016), « Fissures in the discourse-scape: Critique, rationality and validity in postfoundational approaches to CDS », *Discourse & Society* 27(3), p. 262-277.
- Maingueneau D. (2011), « La pertinence de la notion de formation discursive en analyse de discours », *Langage & Société* 135, p. 87-99.
- Marchart O. (2007), *Post-Foundational Political Thought: Political Difference in Nancy, Lefort, Badiou and Laclau*, Edimbourg, Edinburgh University Press.
- Mayaffre D. (2008), « L'entrelacement lexical des textes. Co-occurrences et lexicométrie », *Texte et Corpus* 3, p. 91-102.
- Mazzolini, S. & Borriello A. (2017), « Southern european populisms as counter- hegemonic discourses? Podemos and M5S in comparative perspective », dans Briziarelli M. & Agustin O. G. (dir.), *Podemos and the New Political Cycle*, Cham, Palgrave.
- Mio J. S. (1997), « Metaphor and politics », *Metaphor and Symbol* 12(2), p. 113-133.
- Mouffe C. (2005), *On the Political*, London/New York, Routledge.
- Mouffe C. (1993), *The Return of the Political*, London, Verso.

- O'Mara Shimek M. *et al.* (2015), « Stop the bleeding or weather the storm? Crisis solution marketing and the ideological use of metaphor in online financial reporting of the stock market crash of 2008 at the New York Stock Exchange », *Discourse & Communication* 9(1), p. 103–123.
- Quaglia L. & Royo S. (2015), « Banks and the political economy of the sovereign debt crisis in Italy and Spain », *Review of International Political Economy* 22(3), p. 485-507.
- Rancière J. (2005), *La Haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique.
- Salem A. (1986), « Segments répétés et analyse statistique des données textuelles », *Histoire & Mesure* 1(2), p. 5-28.
- Schäfer A. & Streeck W. (2013) (dir.), *Politics in the Age of Austerity*, Cambridge, Polity Press.
- Sommerer E. (2005), « L'École d'Essex et la théorie politique du discours : une lecture "post-marxiste" de Foucault », *Raisons Politiques* 19, p. 193-209.
- Stavrakakis Y. (2017), « Discourse theory in populism research. Three challenges and a dilemma », *Journal of Language and Politics* 16(4), p. 1-12. En ligne : <<https://doi.org/10.1075/jlp.17025.sta>>.
- Straehle C. *et al.* (1999), « Struggle as metaphor in European Union discourses on unemployment », *Discourse & Society* 10(1), p. 67-99.
- Streeck W. (2014), *Du temps acheté. La crise sans cesse ajournée du capitalisme démocratique*, Paris, Gallimard.
- Stuckler D. & Basu S. (2014), *Quand l'austérité tue*, Paris, Éditions Autrement.
- Watson M. & Hay C. (2004), « The discourse of globalisation and the logic of no alternative: Rendering the contingent necessary in the political economy of New Labour », *Policy and Politics* 30(4), p. 289-305.